

# Le génocide des Tutsi du Rwanda (avril 1994) : les formes immédiates d'un négationnisme

## Introduction

La grande enquête de la FIDH et de Human rights Watch le montre bien<sup>1</sup> : dès les premières heures Américains, Français et Belges savaient qu'on tuait les Tutsi en tant que tels, mais le mot génocide resta banni du langage des Nations unies malgré un télégramme de Dallaire du 8 avril. Boutros Ghali ne parlait que de "circonstances désastreuses". Le 15 avril le *New York Times* parlait encore de "luttres tribales" et de "faillite de l'Etat" (27-28). Et il y avait la guerre, on ne discutait que de "cessez-le feu", on gardait sa "neutralité", donc on ne condamnait pas le génocide.

Rappelons quelques chiffres : 8,4% de Tutsi officiellement au recensement de 1991, taux extrapolé de 1952, des pertes issues de la révolution de 1959 et des exodes qui avaient suivi en 1961, 1964, 1973.... Donc ils auraient été 657 000 en 1994. Il y aurait eu au moins 500 000 Tutsi tués, soit 77% de cette population. Les considérations les plus significatives portent sur les chiffres site par site.

## Les traits spécifiques du génocide rwandais. Un massacre bureaucraté en milieu rural

Ce ne fut pas un feu de brousse incontrôlé, "plutôt une campagne durant laquelle les participants furent recrutés pendant toute la période, par la menace et des promesses de récompense"<sup>2</sup>.

On observe en effet une stratégie par étapes : meurtres sur listes dans les premiers jours (la Garde présidentielle et les milices *interahamwe* ont commencé les bouclages et les exécutions quelques heures après l'attentat). Dès l'aube les miliciens déterrent les armes cachées à Kigali. Le même jour des tueries commencent dans différentes régions frontalières, préluant à la fermeture du pays afin que les Tutsi n'aient même pas la possibilité de s'exiler.

Mi-avril les préfets, bourgmestres et le chef d'Etat-major hostiles à ce processus dit "inactifs" furent destitués, et plusieurs tués. Ensuite les massacres équivalent à un "travail" au nom de "l'autodéfense". Le 19 avril, le président Sindikubwabo en personne va installer à Butare un nouveau préfet chargé de mener l'épuration de cette région du sud, y donnant ainsi le signal des tueries. Le ministre de la jeunesse Callixte Nzabonimana fait de même à Gitarama, au centre du pays. Le 16 mai le président viendra à Kibuye féliciter le préfet pour son oeuvre, c'est-à-dire pour l'efficacité des massacres organisés entre le 15 et le 25 avril dans cette localité des bords du lac Kivu<sup>3</sup>.

Dès le 11 avril 20 000 personnes ont été massacrés à Kigali, des dizaines de milliers sont ensuite exterminés dans chaque préfecture avant le 1er mai. Des regroupements de Tutsi sont provoqués dès le milieu de la première semaine en les chassant de leurs maisons vers des lieux publics. Les quelques milliers de miliciens initialement à l'œuvre embrigadent peu à peu des masses de gens dans leurs patrouilles, autour des barrières, dans les foules, souvent parées de feuilles de bananier, qui encerclent les lieux d'abattage. Les tueurs participent à une tâche communautaire, à un "travail" bien fait que l'on revient parachever le matin s'il n'est pas terminé le soir. C'était l'éradication des "cafards", ou "comme balayer des feuilles sèches de bananier avant de les brûler". Les Tutsi sont par définition "l'ennemi infiltré" : même les troupes françaises de

---

<sup>1</sup> DES FORGES, Alison, *Kein Zeuge darf überleben. Genozid in Ruanda*, trad., Hamburg, 2002.

<sup>2</sup> *Ibidem*,

<sup>3</sup> Voir le témoignage du médecin allemand de l'hôpital de Kibuye, le docteur Wolfgang Blam, publié dans H. SCHÜRINGS (hg.), *Ein Volk verlässt sein Land. Krieg und Völkermord in Ruanda*, Cologne, ISP, 1994, pp. 75-89

l'opération turquoise tomberont dans le panneau en juin lors des dernières opérations de lutte contre des "infiltrés" à Bisesero, intervenant trop tard ou laissant faire les bourreaux

Une masse de gens est concernée, soit de force, soit sur la base de mensonges destinés à entretenir la peur (armes cachées, projets d'expropriation de terres...), soit par l'appât du pillage. L'obéissance semble due à l'autorité qui légitime un "travail communautaire". En mai, un semblant de 'normalité' est organisé avec la réouverture de lieux publics.

Parmi les organisateurs, on trouve donc les plus hauts cadres militaires et civils. Les autorités administratives ont organisé le rassemblement des victimes dans des stades, des églises, des écoles, etc., elles ont suivi le "travail" des miliciens, fourni la logistique, réparti les biens des morts, assuré l'aménagement des charniers. Parmi ces organisateurs : des autorités, hommes d'affaires, leaders, qui "pour mener le génocide devaient s'emparer de l'État. C'est "le choix délibéré d'une élite moderne" et non le fruit d'un chaos social. Les tueries n'ont pas été anarchiques. Elles représentent en un sens un triomphe de l'efficacité de l'État rwandais dans sa capacité d'encadrement et de mise en condition de la population.

Depuis 1991 on pouvait suivre la mise en place de cette machine infernale : memorandum de l'État-major sur "l'identification de l'ennemi" diffusé au début de 1992, pogromes concertés, d'abord dans la région du président, puis ailleurs (ceux du Bugesera de mars 1992 étant une véritable répétition générale) pour contrecarrer la progression des négociations et de la démocratisation, des massacres débutant et se terminant au coup de sifflet des autorités locales, établissement officieux de listes de "complices" par l'administration, élaboration de la politique dite "d'autodéfense civile" par des responsables militaires (l'agenda du colonel Bagosora pour l'année 1993 trouvé par les enquêteurs en fournit la preuve accablante) sur la base d'une idée lancée par des universitaires de Butare. Et surtout, après la signature des accords d'Arusha dont l'application fut sans cesse retardée par Habyarimana, les signaux d'avertissement, de novembre 1993 à mars 1994, ont été innombrables : rapports de services de renseignement belges, mises en garde du général canadien Dallaire, commandant les Casques bleus, messages de ligues des Droits de l'homme, menaces proférées sur la radio officieuse RTLM, découvertes de caches d'armes, livraisons anormales de matériel (y compris français), acquisition de 600 000 machettes de janvier 1993 à mars 1994 sous couvert d'équipement agricole (financée sur les crédits accordés par la Banque mondiale et les autres bailleurs de fonds étrangers). Il est impossible de croire que les partenaires occidentaux ignoraient ce qui se tramait : le rapport du Sénat belge le montre<sup>4</sup>, celui de l'Assemblée nationale française a du mal à le cacher, compte tenu de plusieurs témoignages de diplomates et de militaires.

L'enquête de *Human Rights watch* et notre livre sur les *Médias du génocide* ont mis à jour de ce qui était perceptible et analysable dans la propagande des médias racistes (presse et radio RTLM), à savoir l'organisation concertée du mensonge et de la mise en condition raciste.

Les témoignages sur les tueries se sont multipliés<sup>5</sup> : observateurs étrangers (notamment "humanitaires") à Kigali et en d'autres points, d'avril à juillet, journalistes suivant la progression du F.P.R. et découvrant les charniers dans l'est du pays à partir du milieu d'avril, récits des rares

---

<sup>4</sup> Sénat de Belgique, *Rapport de la commission d'enquête concernant les événements du Rwanda*, Bruxelles, 1997. Voir Jean-Pierre CHRETIEN, "Les responsabilités politiques du génocide, vues de Bruxelles et de Paris", *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, pp. 159-164

<sup>5</sup> Parmi les reportages les plus précis et les plus lucides, on peut relever en France ceux parus dans *Libération*, *l'Humanité*, *la Croix*, *le Figaro* et *l'Événement du jeudi*, dans la presse étrangère ceux du *Guardian* en Angleterre, du *Spiegel* en Allemagne, du *Soir* de Bruxelles et de la *Libre Belgique*. Une première grande enquête systématique a été menée par une association londonienne de défense des droits de l'homme, *African Rights*, en mai et juin. Son rapport est publié sous le titre : *Rwanda. Death, despair and defiance*, Londres, sept. 1994, 742p. C'est une mine de témoignages variés et concordants. Voir aussi les récits et analyses de la journaliste belge Colette BRAECKMAN, *Rwanda. Histoire d'un génocide*, Paris, Fayard, 1994, 343p. et de F.-X. VERSCHAVE, *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda*, Paris, La Découverte, 1994, 178p.

rescapés rencontrés dans les pays voisins, enfin contact quasi direct avec les tueurs et leurs victimes dans la zone "humanitaire sûre" créée par la France au sud-ouest dans le cadre de "l'opération Turquoise" du 22 juin au 21 août.

Et pourtant la Négation a été quasi immédiate :

- C'est un génocide camouflé dès le départ. La radio RTLTM invite à la discrétion en juin face aux Français et encourage à ne pas perdre la guerre, sinon, disent ses journalistes, nous serons jugés. Le vocabulaire des tueries est donc codé.

- Très vite on assiste à de sordides querelles de chiffres. Ou bien les victimes sont trop nombreuses, vu le nombre supposé des Tutsi à 9% officiel ; ou bien, elles ne sont pas assez nombreuses : il n'y aurait pas eu de génocide des Tutsi, puisqu'il y a des survivants<sup>6</sup> : "Si nous avions voulu un génocide, nous aurions tué tous les Tutsi" déclare Hassan Ngeze en 1995, d'après *East African* (Nairobi, cité en décembre 1995 dans le *Courrier international*). Cette affirmation cynique est reprise par des réfugiés hutu de Nairobi<sup>7</sup> : la solution finale y apparaît peu performante, car le nombre des Tutsi était supérieur à 700 000..... et cependant le parti extrémiste hutu Palir, émanant des mêmes milieux, menace depuis 1997 dans des tracts de poursuivre l'extermination des Tutsi....

- Enfin se sont étalés des utilisations d'un sophisme post-moderne consistant à disloquer a priori la quête de la vérité en de multiples "discours" ou narrations. Le génocide a été un « montage d'experts en communication" selon le Comité rwandais d'action démocratique, créé chez les réfugiés hutu du Zaïre avec l'appui de l'Internationale démocrate chrétienne (juillet-août 94). On parle de "kidnapping médiatique"<sup>8</sup>, alors que les images du génocide lui-même sont extrêmement rares (sauf un épisode au pied de l'hôtel des Mille collines et quelques photos de tas de cadavres....)<sup>9</sup>.

Eugène Shimamungu, un étudiant rwandais en linguistique de l'Université de Lille III, présente en septembre 1995 un mémoire en communication où il traite de la machette comme d'une "flagellation médiatique"<sup>10</sup> :

" ... Paysans et miliciens auraient pu être tenus pour des héros, surtout si à la fin, il y avait eu victoire. Mais voilà, l'opinion internationale s'était retournée contre eux à cause du travail énorme de communication de leur adversaire. Au Rwanda, la machette est un instrument de travail quotidien... Elle se transforme en une arme de défense quand la personne se sent menacée... Elle va être pervertie en une image de "massacreur" par la presse internationale... C'est cette image dont [le Rwandais] va subir le matraquage qui va le condamner devant l'opinion internationale."

La négation a pris essentiellement la forme de la banalisation et de la justification, comme si ces tueries étaient normales et faites avec bonne conscience.

---

<sup>6</sup> Thème suggéré par certains journalistes français.

<sup>7</sup> D'après A. PEROUSE DE MONTCLOS, « Les séquelles d'un génocide : quelle justice pour les Rwandais ? », *Politique africaine*, n° 69, mars 1998, p. 114.

<sup>8</sup> Pierre CREPEAU, *Rwanda. Le kidnapping médiatique*, Québec, 1995.

<sup>9</sup> Cela n'empêche pas le docteur Bernard Debré d'écrire : « les télévisions internationales sont fidèles au rendez-vous » (*Le retour du mwami. La vraie histoire des génocides rwandais*, Paris, Ramsay, 1998, p. 124).

<sup>10</sup> *Évolution des stéréotypes dans la communication politique au Rwanda*, D.E.A., Lille III, septembre 1995, pp. 131-132.

### **Le cliché de l'atavisme ethnique**

• Avant 1994, l'histoire du Rwanda n'aurait été faite que "luttues interethniques séculaires", un schéma qui semble cautionné par les 40 dernières années, c'est-à-dire par l'alternance des tueries dans la région, par le poids du piège fondé sur l'antagonisme des logiques majoritaire/sécuritaire : le Burundi en 1965, 1972, 1988, 1993, le Rwanda en 1959-61, 1963-64, 1973, 1994-98.

• Après 1994, la situation d'après génocide avec son cortège de revanches, de peurs et de haines, produisant des victimes et des coupables de tous côtés, conduit à renforcer cette vision globalisante.

Le schéma de l'atavisme racial pluriséculaire est fondé sur des clichés ethno-raciaux vieux d'un siècle (« Hamites et Bantous »). Cette vision se veut à la fois sensible et scientifique, quasi biologique, le reflet « évident » de ce qui EST, une sorte d'éthologie humaine<sup>11</sup>. La violence devenue endémique a donné corps à cette prédiction rétrospective.

Les massacres de 1994, commis par les éléments les plus vulgaires de la société (jeunes sans formation ni éducation, marginaux en quête de butin) auraient été l'occasion d'une sorte de résurgence de sauvagerie ancestrale. Une nouvelle fois, les méfiances, les jalousies et les haines opposant "traditionnellement" les Hutu et les Tutsi auraient explosé dans le contexte anarchique né de la guerre civile. Le gouvernement en place aurait essayé en vain de rétablir le calme dans un pays submergé par "la colère populaire". C'est de cette manière que dès avril 1994 les proches de ce régime et, ensuite, les leaders des associations qui géraient en fait les camps de réfugiés du Zaïre ont présenté les événements<sup>12</sup>.

On pourrait observer que les sociétés de la région des Lacs d'Afrique orientale présentent de nombreux traits sociaux et culturels communs, sans avoir sombré pour autant dans un génocide. D'autre part la tentation de l'explication par les "origines" est connue aussi dans l'histoire européenne. Expliquerait-on des massacres dans la France du XIXe siècle<sup>13</sup> en remontant aux guerres de religions, à la guerre de Cent ans, aux temps mérovingiens ou aux Gaulois ? Des tensions existaient dans l'ancienne société, elles s'expriment dans des proverbes ou des contes, mais sur des lignes de clivage multiples et d'ailleurs peu sur le terrain dit ethnique. Ces tensions donnaient lieu aussi à des défolements, ceux du culte initiatique du *kubandwa*, des festivités arrosées de bière, des jeux et plaisanteries des jeunes sur les pâturages. Cette exubérance a trop souvent été occultée par la vision éminemment politique des cours, puis et par la normativité chrétienne. Donc l'invocation d'une longue tradition de violence plus ou moins refoulée relève plus d'une projection sur le passé des tragédies récentes que d'une analyse fidèle de ce passé<sup>14</sup>.

Ce schéma est développé par le gouvernement génocidaire lui-même à l'usage de l'opinion internationale. Il aurait fait de son mieux pour pacifier, mais la nature l'aurait emporté...

### **La confusion socio-raciale**

Nous la trouvons dans le discours sociologique des « frustrations », impliquant de manière jugée décisive les enjeux fonciers, la pression démographique, les haines ancestrales locales, la logique d'autodéfense.

---

<sup>11</sup> « Les Tutsis sont en éthologie ou science du comportement, l'exemple même du parasite social à l'instar des rapports ente *Formica rufa* et *Formica fusca* ou enter *Formica sanguinea* et *Formica fusca* que l'on peut assimiler aux Hutus », in J.-F. GOTANEGRE, *Vivre et mourir au Rwanda. Un exemple de géographie d'une catastrophe humaine*, thèse présentée à l'Université de Montpellier III, janvier 1996, p. 117.

<sup>12</sup> Voir J.-P. CHRETIEN, *Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi : 1990-1996*, Paris, 1997, p. 228.

<sup>13</sup> Voir A. CORBIN, *Le village des cannibales*, sur un massacre en 1870 dans le centre de la France.

<sup>14</sup> Contrairement à ce que suggère à propos de situations équivalentes au Burundi C. THIBON, "Les origines historiques de la violence politique au Burundi", *Studia africana*, mars 1994

Nous sommes en présence depuis quarante ans dans ce pays d'un "ethnisme social" moderne offrant le modèle du "peuple majoritaire" hutu (liant démocratie et autochtonie) appelé à remplacer la "minorité féodale" tutsi (décrite comme étrangère et conquérante). Mais ce 1789 africain n'a pas donné lieu à la suppression des statuts héréditaires. Les papiers d'identité avec mentions ethniques se doublent d'un fichage généralisé pour calculer les "indices de disparité" entre la répartition des emplois et la composition de la société.

a) *Les frustrations d'une société*

Le facteur le plus souvent avancé de ce point de vue est d'ordre démographique. La densité se situe autour de 300 hab./km<sup>2</sup>, avec seulement 7% de citadins. La population a quadruplé depuis 1940, augmenté de 48% entre 1978 et 1991. Les conséquences sont des plus visibles dans le monde rural. La taille moyenne des exploitations est passée de 2,7 à 1,2 ha de 1965 à 1984, elle est devenue inférieure sans doute à 1 ha au début des années 1990, pour des familles paysannes de plus de cinq personnes en moyenne. Ces microfundia sont atomisés selon une moyenne de plus de cinq parcelles par exploitation. Il faut donc rappeler qu'on n'est pas ici en Amérique du sud et qu'il n'existe pas de seigneurs latifundiaires. A partir de 1980 la production agricole n'arrive plus à suivre la croissance démographique et on voit à partir de 1984 se multiplier les situations de disette. La famine sévit au tournant 1989-1990 : des gens fuient nombreux en Tanzanie et au Burundi. Historiquement, le pays est entré dans une autre époque, celle de la fin des colonisations agraires pluriséculaires et des migrations de travailleurs pluridécennales. Cette pression se traduit par une montée des jalousies locales notamment pour les terres : le voisin devient souvent un ennemi. Un universitaire me faisait part en mars 1990 d'une impression d'étouffement liée à cette situation.

Un autre point critique à garder en mémoire est la jeunesse de la population : plus de 57% ont moins de 20 ans en 1991, représentant une masse de jeunes sans terre, sans emploi, sans débouché. Ils fourniront les effectifs des milices *interahamwe* en 1994. Le rôle de la jeunesse fut en effet grands dans les milices : l'appât du gain et une certaine ivresse de puissance aidant, elle a été le terreau de la violence.

Cela étant, il est impossible de tracer la courbe mécanique d'un rapport entre densité et violence, encore moins entre densité et génocide. Jean-Claude Willame souligne<sup>15</sup>, dans son analyse des "sources de l'hécatombe rwandaise", que la carte des violences depuis trente ans ne correspond pas en fait à celle des taux de pression démographique. Il faudrait d'ailleurs faire intervenir aussi le taux de présence tutsi dans les différentes régions. Ils étaient très peu nombreux en 1991 dans les trois préfectures du nord : environ 40 000, soit moins de 3% de la population. Or cette région a produit les acteurs les plus virulents du génocide. Dans les préfectures de Butare, Gikongoro et Kibuye, ils représentaient de 12 à 18% de la population. Et c'est là en fait que la réalité du génocide se manifeste de manière paradoxale : les massacres ont été organisés systématiquement, à partir notamment du 19 avril 1994, là où les liens de cohabitation, de collaboration et d'alliance matrimoniale étaient les plus étroits. Tout s'est passé comme si l'objectif du génocide était de casser définitivement toute relation entre Hutu et Tutsi là où elle était la plus fréquente. C'est aussi dans ces régions que beaucoup de "complices" (*ibytso*) hutu ont été tués par les mêmes génocidaires.

L'explication par la misère a donc ses limites, à moins d'être accompagnée d'une interprétation de nature politique qui suppose des médiations idéologiques et des acteurs intermédiaires qui ne sont pas forcément les plus touchés par la frustration en question. C'est ce que tente l'agronome Hubert Cochet<sup>16</sup> dans le cas du Burundi, où il montre que le mécontentement paysan face à des mesures oppressives de l'administration (sur les plans fiscaux, agronomiques,

<sup>15</sup> J.C. WILLAME, *Aux sources de l'hécatombe rwandaise*, Bruxelles, 1995, pp. 130-131.

<sup>16</sup> H. COCHET, *Burundi. La paysannerie dans la tourmente. Éléments d'analyse sur les origines du conflit politico-ethnique*, Paris, 1996.

fonciers) pouvait s'articuler à la constatation du déséquilibre "ethnique" dans les rangs de cette administration depuis le début des années 1970 et conduire à une rancœur hutu contre les Tutsi assimilés à la couche dirigeante.

Au Rwanda on retrouve cette animosité populaire à l'égard des riches et des gens installés où sont détectés beaucoup de "traîtres". Les frustrations sociales rendraient compte de la colère populaire qui, mal inspirée, se serait tournée contre les Tutsi, pris comme boucs émissaires. Certes il y a, durant la période du génocide, des pillages et des règlements de comptes de pauvres contre des voisins plus aisés. C'était la bonne occasion. Mais une image nous a frappé : celle des maisons de familles tutsi de Nyamirambo, ce quartier populaire de Kigali, ou d'autres lieux, qui ont été totalement rasées, et où un bananier (la plante censée incarner "le peuple majoritaire" et dont les feuilles étaient effectivement utilisées comme parures par les miliciens réunis lors des tueries) a été planté, tel le sel jeté par les Romains sur les ruines de Carthage. Il y a là l'expression d'une haine et d'une vindicte qui dépassent un simple calcul de cupidité. En outre des centaines de milliers de victimes étaient aussi pauvres que leurs bourreaux. La misère rurale comme terreau de la violence<sup>17</sup> est donc une idée intéressante à condition de la confronter avec les réalités du déroulement du génocide

La sociologue Claudine Vidal<sup>18</sup> proteste contre une vision purement passive des conduites paysannes, souvent avancée dans la littérature sur ce pays et elle suggère une analyse plus fine de la société rurale. A vrai dire, les observateurs reculent devant l'idée que l'extermination de familles entières ait été décidée par leurs voisins sans l'intervention d'autres acteurs placés à distance suffisamment confortable pour lancer les tueries sans s'y salir directement les mains. Dans ce cas il reste à comprendre comment les tueurs paysans se laissent convaincre de la normalité du passage à l'acte (à moins de supposer platement qu'ils sont des "sauvages"). Dans une large mesure des réponses sont apportées dans la monographie particulièrement fouillée de Danielle de Lame sur une colline de la préfecture de Kibuye<sup>19</sup>. Elle y décrit le rôle de la "quatrième ethnie" peu ou prou bourgeoise en milieu rural, ces "intermédiaires entre les villes et les campagnes qui à la fois profitent de leurs assises rurales pour renforcer leur position économique dans une stratégie d'accès à la ville, et de leur accès à la ville pour ne respecter, des obligations sociales, que celles qui les servent." Elle souligne "l'âpreté de la lutte pour l'accès à la modernité", où l'ethnisme joue précisément un rôle crucial, à la fois masque des inégalités économiques concrètes et outil de contrôle des ressorts de la puissance dès le niveau local. Comme à Hautefaye en 1870, ce village français touché par une fièvre de tuerie selon l'analyse de Alain Corbin<sup>20</sup> dans *Le villages des cannibales*, il est impossible de faire l'économie du rôle des leaders locaux extérieurs à la condition paysanne dans la mise à feu du processus.

#### b) Le rôle des élites :

Les enquêtes d'*African Rights* et d'*Africa Watch* (*Aucun témoin ne doit survivre*) ont de fait montré le rôle décisif des autorités locales, politiques, administratives ou techniques, avec tout le poids de leur parole et de leur savoir dans cette société hiérarchisée et encadrée. Ce sont des intellectuels qui sont, sinon aux premières lignes, du moins juste derrière les paysans envoyés

---

<sup>17</sup> Thèse de S. MARYSSE, et al. (1994). Les auteurs sont très impliqués avec l'ancien régime. Voir aussi J. Maton, *Développement économique et social au Rwanda entre 1980 et 1993. Le dixième décile en face de l'apocalypse*, Gand, novembre 1994

<sup>18</sup> C. VIDAL, "Questions sur le rôle des paysans durant le génocide des Rwandais tutsi", *Cahiers d'études africaines*, 1998, 2-4, pp. 331-345.

<sup>19</sup> D. DE LAME, *Une colline entre mille autres ou le calme avant la tempête. Transformations et blocages du Rwanda rural*, Tervuren, 1996, pp. 73-79

<sup>20</sup> *Op.cit.*, cf. note 1

chasser le gibier tutsi, organisant les réunions et les battues, programmant les actions et lançant les mots d'ordre<sup>21</sup>.

Les témoignages sont innombrables où on voit le bourgmestre, le directeur d'école, le commerçant du coin, le médecin, etc. (soit les intellectuels locaux) organiser les rondes et les barrières, s'agiter ostensiblement parés de feuilles de bananier ou marcher derrière les escouades de jeunes paysans qui "visitent" les demeures. Un rescapé de Bisesero (Kibuye), Israël Rwemarika, note<sup>22</sup> : "Quand les autorités ne venaient pas, les paysans ne venaient pas". Le journaliste américain Chris MacGreal le note dans la commune de Taba : "À la tête de jeunes brutes ivres se trouvaient toujours les membres les mieux éduqués de la commune. Les docteurs et les instituteurs étaient particulièrement actifs". En outre ce ne sont pas, et de loin, tous les paysans qui participent : plutôt des jeunes sans débouchés, des déplacés, des gens du nord, des réfugiés burundais, mais leur virulence varie selon la position des cadres locaux dont Danièle de Lame nous a montré l'importance sur les collines.

c) *Un ruralisme de façade :*

Un retour sur la société rwandaise des années 80-90 est nécessaire. Plusieurs observateurs y ont relevé une distorsion sociale entre le ruralisme toujours mis en avant officiellement, avec l'insistance sur le développement rural intégré et la recherche de l'autosuffisance alimentaire, et d'autre part la place exacte des échanges monétaires dans ce pays<sup>23</sup>. La modernisation du Rwanda sur le plan des transports en avait fait une plaque tournante commerciale entre Mombasa et le Kivu. La fin des années 1970 et le début des années 1980 ont vu se développer l'import-export (y compris différentes fraudes transfrontalières au détriment des voisins en difficulté), se multiplier les parcs de camions poids-lourds (surnommés par euphémisme "les coupe-faim"), se déployer les liens entre les hommes d'affaires rwandais et leurs homologues kenyans, zairois, burundais et même rwandais de la diaspora. Le ruralisme, qui faisait rêver les ONG, attendries par les séances hebdomadaires de travail collectif (*umuganda*), et les agronomes tropicalistes-romantiques qui avaient trouvé une fois pour toutes leur modèle, couvrait certes une réalité, celle d'un pays très peu urbanisé et très peu industrialisé, malgré ses ressources en énergie et en main d'oeuvre, mais il occultait la réalité vécue et diffusée par une nouvelle couche sociale, influente et souvent proche de l'État.

Le ruralisme, doublant insidieusement le thème du "peuple hutu au pouvoir", était aussi un article d'exportation qui faisait partie de l'image du pays-modèle, de la Suisse de l'Afrique selon les vœux du régime en place. Mais les ressorts financiers et mercantiles de ce dernier entrent en crise au milieu des années 1980. L'effondrement des cours du café après 1986 débouche sur une balance des paiements en déficit croissant dans les années 1980. Cette situation va faire éclater au grand jour les contradictions sociales. A partir de 1981, une distorsion croissante s'observe entre les prix payés aux paysans pour les produits de rente et les prix à la consommation. Le même retard s'observe dans les années 80 pour les salaires qui sont pratiquement bloqués. Parallèlement, une nouvelle classe commerçante et parasitaire de l'État étale sa richesse. Elle est généralement liée au pouvoir, civil ou militaire, combinant les passe-droit, les détaxes et les marchés.

La mise en scène du ruralisme à travers l'arme-fétiche des tueries, la machette, est aussi très significative, y compris dans la littérature négationniste qui a suivi le génocide. Un bel exemple est fourni par le linguiste rwandais déjà cité et qui ne cache guère ses convictions. Nous citons<sup>24</sup>:

---

<sup>21</sup> Voir aussi T. LONGMAN, "Genocide and socio-political change : massacre in two Rwandan villages, *Issue*, 1995, 2, pp. 18-21.

<sup>22</sup> M. BÜHRER, *Rwanda. Mémoire d'un génocide*, Paris, 1996, p. 42.

<sup>23</sup> Cf. F. Bézy, *Rwanda. Bilan socio-économique d'un régime. 1962-1989*, Louvain-la-Neuve, 1990

<sup>24</sup> E. Shimamungu, *op. cit.*, pp. 131-132.

"Depuis le 6 avril 1994, une image va fréquemment revenir dans les reportages, celle de la machette. L'arme blanche évoque la torture, la souffrance de la victime avant la mort. Cette image va accréditer le qualificatif de 'massacreur' qui sera aussitôt donné aux paysans qui n'avaient, dans une guerre où l'on s'affrontait à l'arme lourde, que des machettes... Ainsi apparaîtra le terme de 'génocide', justifié sans doute en considération du nombre de Tutsi massacrés relativement à leur pourcentage dans la population, mais injustifié dans l'intention des paysans et des miliciens qui les ont massacrés à leur corps défendant. Dans d'autres situations, ce qui a été appelé 'génocide' aurait pu s'appeler 'résistance', et paysans et miliciens auraient pu être tenus pour des héros, surtout si à la fin, il y avait eu victoire."

On a déjà noté que lors de la chasse aux Tutsi, les tueurs et leurs leaders revêtaient volontiers des parures en feuilles de bananiers et esquissaient une danse de la houe dite traditionnelle, censée symboliser la "race paysanne bantoue".

d) La "révolution sociale" avortée :

Avant même l'éclatement de la crise des années 1990, les éléments les plus éclairés du milieu dirigeant avaient conscience des impasses de la République hutu. La révolution "sociale" de 1959, faite au nom de la "*demokarasi*" annonçait un avenir radieux à la masse paysanne, libérée de "la féodalité". Or un quart de siècle plus tard, le fossé social s'était creusé entre citadins et paysans, le monde rural s'appauvissait. Une ancienne responsable d'ONG sous le régime Habyarimana le reconnaissait récemment<sup>25</sup> :

"Peu à peu l'on se rendait compte que les projets de développement initiés par l'État pour justement relever le niveau de vie des campagnes ne faisaient en fait que relever le niveau de vie des gens qui travaillaient sur ces projets."

Ce sentiment d'échec, de révolution sociale avortée ou dévoyée, a inspiré deux attitudes : l'émergence d'une opposition intérieure en quête de réelles réformes sociales et politiques ou la fuite en avant dans une relance de la dénonciation raciste d'un péril tutsi. Il est significatif de trouver chez les idéologues du *Hutu power* le développement de la notion de révolution "trahie" et la dénonciation des "complices" (*ibytso*), sous-entendu des Hutu gagnés aux Tutsi (on a vu à ce sujet l'évocation de l'argent et des femmes). Il fallait à tout prix disqualifier l'opposition intérieure qui mettait le doigt sur l'échec et proposait de nouvelles issues à cette société bloquée depuis l'indépendance dans son ethnisme. "L'ennemi est parmi nous, des partis traîtres considèrent les *inkotanyi* (maquisards tutsi) comme des frères", *Murwanashyaka*, organe du MRND, 1992).

Une nouvelle génération instruite se faisait jour, notamment dans la moitié sud du pays, et à travers le renouveau de la liberté d'expression. En résumé, il n'est pas évident du tout que les désespérances du monde rural ou les frustrations du monde bourgeois se soient spontanément dirigées contre les Tutsi au début des années 1990. Chacun voyait de plus en plus quel groupe était privilégié. Et finalement, à travers la rivalité des "Banyenduga" contre les "Bakiga" (Sud contre Nord),

Cette fuite en avant dans la violence absolue peut refléter une véritable angoisse dans l'élite dirigeante du Rwanda, l'angoisse devant l'échec, devant le vide idéologique, devant la colère populaire qui menaçait à terme un régime bloqué, devant les critiques qui se multipliaient chez ses meilleurs amis de l'étranger (en Belgique). Cette situation de modernisation manquée, de déception majeure, de communauté en panne, rappelle le malaise des Allemands qui se sentaient "trahis" à l'issue de la Première guerre mondiale, alors que leur pays avait fait figure en 1914 de première

---

<sup>25</sup> Béatrice Umutesi, qui en juillet 1994 a fui au Zaïre et qui a publié ensuite un livre pour dénoncer les crimes du FPR à l'encontre des réfugiés (*Fuir ou mourir au Zaïre. Le vécu d'une réfugiée rwandaise*, Paris, 2000). La citation est extraite d'une interview publiée dans *Défis sud*, n° 44, Bruxelles, déc. 2000, p. 28.



puissance industrielle du continent européen et de modèle de modernité. Elle rappelle aussi le désarroi des Jeunes Turcs, décidés à sortir l'ancien empire ottoman de son archaïsme et à assurer la promotion de la nation turque, avec l'appui de l'Allemagne, et qui se retrouvaient en difficulté majeure face à la pression des alliés lancés dans le dépècement final de cet empire. Dans chaque cas les boucs émissaires, les virus intérieurs détectés comme responsables du blocage de tous les espoirs ont été trouvés, comme on sait : les Juifs en Allemagne, les Arméniens en Turquie. Au Rwanda ce sont les Tutsi qui ont été périodiquement rendus responsables des échecs du fameux modèle chrétien, social et développementaliste louangé jusqu'aux années 1980, alors qu'il piétinait dans les quotas ethniques sans proposer d'innovations. Le génocide de 1994 n'a-t-il pas été justifié par les médias hutu extrémistes en termes de poursuite de la "révolution"<sup>26</sup> ?

Dans cette interprétation, inspirée notamment des travaux de l'historien anglais Mark Levene<sup>27</sup>, le génocide ressort comme le fruit vénéneux d'une course désespérée vers un progrès qui ne vient jamais, d'un espoir trahi, d'une modernité inassouvie.

### **La bonne conscience majoritaire : le racisme de bon aloi**

"L'ethnisme" (à distinguer d'une "oppression ethnique" qui ne serait que de fait) repose sur une priorité absolue mise sur cette identité dite ethnique, qui se trouve essentialisée, c'est-à-dire racialisée, et qui fonctionne de manière exclusive. Réduction et globalisation sont les deux mots d'ordre : toute la vie sociale se trouve réduite à l'antagonisme hutu-tutsi impliquant des responsabilités par définition collectives. Par delà les péripéties politiques et leurs enjeux successifs, on observe une continuité sans faille de cette idéologie, depuis l'ancien président Kayibanda jusqu'à l'officier putschiste Bagosora en passant par le régime Habyarimana. Les citations sur le traitement racial de la situation sociale sont répétitives.

Grégoire Kayibanda, leader de la "révolution sociale", parle en 1959 de "restituer le pays à ses propriétaires, les Bahutu". "Le Ruanda est le pays des Bahutu (Bantu) et de tous ceux, blancs ou noirs, tutsi, européens ou d'autres provenances, qui se débarrasseront des visées féodo-colonialistes", proclame en mai 1960 le comité national du Parmehutu (le Parti du mouvement de l'émancipation des Bahutu), sinon les Tutsi sont invités à "retourner en Abyssinie".

En juillet 1972, *Ingingo z'ingenzi mu mateka y'Urwanda*, véritable catéchisme du Parmehutu, écrit :

"la domination tutsi est à l'origine de tous les maux dont les Hutu ont souffert depuis la création du monde et elle est comparable à une termitière où grouille tout ce qu'il peut y avoir de cruautés dans l'humanité".

En octobre 1995 à Yaoundé, le colonel Bagosora écrit :

"les Tutsi n'ont jamais eu un pays propre pour faire un peuple.. Ils sont et resteront des émigrés nilotiques naturalisés soit rwandais, burundais, zaïrois, ougandais, tanzaniens qui devraient plutôt privilégier une politique de coexistence pacifique avec les peuples qui les ont accueillis et modérer leur comportement à la fois orgueilleux et arrogant".

Le Rwanda a développé un fantasme tout à fait moderne de pureté raciale :

"... Il y a des réalités auxquelles on ne peut échapper sauf quand on veut jouer de la dissimulation comme par exemple changer d'ethnie. Dès qu'on te découvre, tu es confus et tes frères n'hésitent pas à te traiter de chien... Tu peux appartenir à une ethnie sur les papiers,

<sup>26</sup> J.-P. CHRETIEN, J.-F. DUPAQUIER, M. KABANDA, J. NGARAMBE, *Rwanda. Les médias du génocide*, Paris, 1995, pp. 125-126.

<sup>27</sup> M. LEVENE & P. ROBERTS (eds.), *The massacre in history. Studies on war and genocide*, Oxford, 1999. Voir *Le Monde*, 14.11.2000, "Le génocide est l'acte de régimes désespérés". Cf. aussi Z. BAUMAN, *Modernity and the holocaust*, 1989.

mais dans quelle veine puiseras-tu le sang de cette ethnie que tu prétends la tienne ?" (*Murwanashyaka*, organe du MRND, avril 1991)

"Redécouvrez votre ethnie... Vous êtes une ethnie importante du groupe bantou. La nation est artificielle, mais l'ethnie est naturelle..." (*Kangura-magazine*, 1992).

"La guerre que nous menons est celle des Batutsi qui s'attaquent aux Bahutu. Pour la gagner dans l'opinion et sur le terrain, que les uns aillent d'un côté, les autres d'un autre... Mais continuer de mélanger des choses qui ne se mélangent pas, cela ne nous mènera à rien." (*Kangura*, mars 1991).

La journaliste belge Marie-France Cros a relevé dans la *Libre Belgique* du 1er juin 1994 le succès de ce "racisme de bon aloi" auprès des partenaires européens :

"... Seuls les Hutus sont de vrais Rwandais, les Tutsis étant censés venir d'Égypte... Pendant des années, les Européens - Belges en particulier, mais aussi Français - n'y ont rien trouvé à redire. Missionnaires, coopérants ou hommes politiques, ils ont pourtant connu la seconde guerre mondiale ou ont appris à l'école que le fascisme et l'exclusion systématique menaient tout droit à la 'catastrophe' que fut la Shoah pour les Juifs. Ils le savent si bien qu'aucun d'eux n'oserait décrire aujourd'hui les Juifs comme avares, sales et le nez crochu, selon la caricature couramment utilisée avant la guerre. Nous avons cependant entendu souvent nos compatriotes - pas tous ! - liés au Rwanda expliquer benoîtement que "les Tutsis sont intelligents et fourbes tandis que les Hutus sont balourds mais gentils", sous-entendant par là qu'il était normal que les premiers, dangereux, subissent une discrimination, afin de permettre aux seconds, demi-innocents, de s'épanouir... On s'est donc voilé les yeux, préférant croire que le général Habyarimana dirigeait 'la Suisse de l'Afrique'".

Le socialisme français mitterrandien s'est moulé dans le même moule conduisant l'adhésion à la théorie de « l'empire hima ». La « pensée politique » qui a mené aux implications que l'on sait avec l'ancien régime de Kigali et même avec le gouvernement génocidaire reposait à la fois sur le primat du référent ethnique en Afrique, sur la défense de la « francophonie », mais aussi sur la conviction d'un conflit séculaire entre des « féodaux » et un Tiers État : les « féodaux » tutsi face aux « croquants » hutu, le soulèvement populaire de 1959 et la fuite de la "noblesse émigrée" avide de revanche, « aristocrates et sans culottes », même « Versailles et Communards »<sup>28</sup>.

Aujourd'hui encore, le critère de la "majorité ethnique" apparaît à nombre d'observateurs comme la seule solution : à la fois incontournable structurellement et ne posant pas de problèmes sur le plan le plus fondamental des Droits de l'homme et du droit à la vie. Répéter cela après le génocide comme une certitude "démocratique" semble inouï. Et pourtant... Ici et là on ne parle d'élections en pensant à un résultat donné d'avance, sans chercher de solutions adaptées, de partage, ni même imaginer (au moins rêver comme Martin Luther King) qu'un jour puissent se constituer des majorités d'une autre nature, par exemple sociales, contre les racistes.

### **Une rationalité de guerre**

C'était une "guerre interethnique", lit-on encore dans l'été 1998 dans les colonnes de l'hebdomadaire français *Marianne*. Augustin Bizimungu, chef d'Etat-major des FAR durant le génocide (et même ensuite) affirme, d'après son avocat<sup>29</sup> :

"pendant cette guerre, on a essayé de la faire proprement. Les milices ont fait des massacres, tout le monde l'a vu. C'est en situation assez normale dans une situation de guerre qui durait depuis quatre ans."

<sup>28</sup> Voir J. LACOUTURE, *Mitterrand. Une histoire de Français*, t. 2, Paris, Seuil, 1998, p. 452-463.

<sup>29</sup> cf. *Libre Belgique*, 11.9.1995.

Ce fut l'idéologie des camps de réfugiés (la spontanéité La machette, arme d'autodéfense banale qu'on ne peut comparer à une chambre à gaz), et aussi des intellectuels réfugiés à Nairobi<sup>30</sup>. Cela a signifié la poursuite du double langage : « travailler, couper, défricher... ».

Faut-il parler seulement de conflit de pouvoir ? Ce type d'explication met l'accent sur le contexte de la guerre civile au Rwanda. Le calcul consisterait à prendre en otage des communautés entières pour priver le camp adverse de sa base populaire, y compris par l'extermination. L'argumentaire "fonctionnaliste" se fait dès lors conjoncturel, machiavélique au sens strict. Il est vrai que la guerre civile ouverte en 1990 a été propice à la mise en branle de la peur et de la victimisation. Les camps de déplacés de guerre du nord de Kigali ont fourni autant de bouillons de culture de la haine<sup>31</sup>, comme plus tard à Goma et Bukavu, dans les camps du Zaïre. Dans ce contexte la violence extrême mobilisée durant le génocide est à la fois niée et justifiée, décrite comme une réaction naturelle, d'autodéfense, de colère paysanne après la mort du "père" (voir les propos de réfugiés à Brazzaville enregistrés en 1997), appuyant l'action du "gouvernement des sauveurs" (c'est-à-dire le gouvernement intérimaire de Jean Kambanda). La haine va alors de soi, c'est une logique de la "guerre", dont en fin de compte sont responsables les victimes. Il n'y a pas de victime neutre, d'où le mépris des organismes caritatifs : ambulances et hôpitaux et l'hostilité à "la justice".

Cette stratégie a pris durablement la forme, à la fois physique et morale, de ce qu'on peut appeler la méthode du "bouclier humain" : la conscientisation des collectivités est opérée méthodiquement par la violence (selon un modèle sorélien), liée à l'affirmation de la nécessaire autodéfense. On est victime ou bourreau : pas d'autre choix. C'est globalement, ethnie contre ethnie, que les options politiques déterminées par des minorités agissantes doivent être vécues. La mobilisation se réalise à coup de prédictions créatrices (attribution à l'ennemi des crimes qu'on commet ou qu'on pourra projeter), peur organisée puis vécue : "le massacre a pour fonction de souder le rassemblement"<sup>32</sup>.

Parlera-t-on encore de barbarie "primitive" ? Le caractère méthodique et quasi bureaucratique de ce grand nettoyage est le trait le plus frappant. Le mot d'ordre de ce "travail" (*akazi*) est "d'éliminer" (*gutsembatsemba*). Les séquences se répètent de manière lancinante dans les témoignages. Les miliciens font fuir leurs victimes vers des refuges supposés (églises, dispensaires, écoles), puis encerclent ces lieux devenus des abattoirs. Les militaires y jettent des gaz lacrymogènes, des grenades à fragmentation et tirent pour briser toute résistance, puis y pénètrent pour déloger les réfugiés à la fois terrorisés et résignés. Les miliciens attendent aux sorties avec leurs machettes, leurs lances et leurs gourdins. Ils reviennent inspecter les tas de cadavres le lendemain matin pour achever les blessés et détrousser les morts. Des dizaines de milliers de personnes sont ainsi massacrées en quelques jours : 20 000 à la paroisse de Cyahinda et 35 à 40 000 à Karama (en préfecture de Butare). A Ntarama, à Nyamata, à Rukara, à Zaza (à l'est de Kigali), on a pu voir en mai 1994 ces milliers de corps joncher à côté d'habits, de photos et de cartes d'identité (les étoiles jaunes du régime). Les blessures ont été portées à la tête, au cou, aux chevilles, aux bras. Souvent les corps ont été précipités par benues entières dans des charniers. Mais certains ont dû creuser leurs tombes, d'autres ont été jetés vivants, mains liées, dans des fosses d'aisance, d'autres enfin ont été amenés jusqu'aux rivières de la frontière, abattus sur les bords des marais et précipités dans les cours d'eau. On nous a montré ces milliers de cadavres rejetés par la Kagera jusqu'au lac Victoria. Dans certains cas, sont entretenus des sortes de camps de la mort lente, abritant des otages utiles à divers marchandages. A Kigali, à l'Eglise de la Sainte-famille, gérée par un prêtre de cœur

<sup>30</sup> A. PEROUSE DE MONTCLOS, in *Politique africaine*, mars 1998, déjà cité, p. 113.

<sup>31</sup> L'exemple des camps de réfugiés hutu burundais en Tanzanie comme celui de Mishamo, en Tanzanie, illustre un processus idéologique parallèle. Voir : Lisa MALKKI, *Purity and exile. Violence, memory and national cosmology among Hutu refugees in Tanzania*, Chicago, 1995

<sup>32</sup> A. CORBIN, *op. cit.*, p. 118.

avec les miliciens, au stade de Cyangugu ou dans les bâtiments du centre catholique de Kabgayi, véritable Vatican du Rwanda tombé sous le contrôle des tueurs, l'écrémage est progressif : dix ou vingt personnes sont emmenées et exécutées chaque jour, ou épisodiquement selon le bon plaisir des miliciens ou de l'autorité administrative du lieu<sup>33</sup>.

L'identité des victimes et des bourreaux révèle une situation qui est aux antipodes d'une sauvage mêlée "interethnique", contrairement à ce qu'ont suggéré les médias durant plus d'un mois, en écho inconscient à la propagande de Kigali. ...Les premiers sont repérés au faciès, en fonction d'idéal-types physiques sur lesquels nous reviendrons, mais surtout grâce aux cartes d'identité qui, depuis la colonisation, mentionnent toujours l'appartenance "ethnique". Ce pays rural à plus de 90%, dont l'habitat, malgré la densité démographique (270 hab./km<sup>2</sup> en moyenne)<sup>34</sup>, est dispersé (des "collines" sans villages), est en fait étroitement encadré et fiché par une hiérarchie bureaucratique qui descend du président aux préfets et sous-préfets, puis aux bourgmestres et aux chefs de secteur ou de colline, tous nommés par le pouvoir de Kigali<sup>35</sup>. De ce point de vue, le génocide est décentralisé.

Le génocide révèle une double obsession d'élimination de l'ennemi intérieur et de négation de son humanité. La cruauté qui va jusqu'à décapiter des bébés en présence de leur mère<sup>36</sup> ou à laisser crever à petit feu dans les marais des gens préalablement liés et hachés de coups de machettes, à laisser des orphelins hurler sur le cadavre de leurs parents ou à emmener des filles pour les violer quotidiennement, à forcer un homme à tuer son frère ou sa femme, traduit une volonté diabolique d'humilier des êtres dans leur chair et dans leur âme. L'élimination la plus recherchée est celle des intellectuels, hommes ou femmes, le mérite devant revenir d'abord à la bonne race. Un tiers des étudiants du campus de Butare ont été assassinés. Avant d'être tués, les Tutsi doivent reconnaître qu'ils ne sont pas des Rwandais, à peine des hommes, seulement des "rats", des "serpents", des "cafards". Au sud de Butare, un policier fait chanter par des Tutsi arrêtés "Nous haïssons le Rwanda". Plus loin, un bourgmestre fait arbitrairement libérer des gens, invités à le remercier publiquement avant d'enjamber les cadavres qui les entourent. Les rescapés du génocide sont des miraculés, dont le traumatisme reste encore aujourd'hui insondable. Les silences sont souvent plus éloquents que les phrases dans leurs témoignages.

Le témoignage du docteur Blam à Kibuye illustre de façon saisissante l'implication de l'appareil politico-administratif et militaire local dans ce qui est bel et bien un génocide programmé des Tutsi. Le 12 avril le téléphone est coupé, une dizaine de milliers de réfugiés, refoulés de la campagne par des miliciens venus du nord, sont concentrés dans le stade de football, à la paroisse et à l'hôpital. Les demeures des Tutsi sont pillées. Le 15 avril la moitié des habitants de deux quartiers sont tués, des centaines de cadavres de femmes et d'enfants tués à la machette y jonchent les classes d'une école. Les 19 et 20 avril, grenades et rafales ouvrent la tuerie des 5 000 personnes entassées sur le stade. Un médecin, responsable "régional" de la santé, mais aussi leader des miliciens, explique à son confrère allemand que "cette masse d'opposants et de sympathisants des rebelles devait être vue comme un danger pour la population de la ville". En quelques jours presque tous les Tutsi de Kibuye sont éliminés, soit 20% de la population locale. C'est dix jours plus tard seulement

---

<sup>33</sup> Voir le *Rapport d'enquête sur les violations massives des Droits de l'homme commises au Rwanda à partir du 6 avril 1994*, établi pour la ville de Kigali, "première phase des travaux de la Commission d'enquête du CLADHO-Kanyarwanda, Kigali, 10.12.1994. Il s'agit du Collectif des ligues et associations de défense des droits de l'homme du Rwanda, présidé par le procureur François-Xavier Nsanzuwera

<sup>34</sup> Voir F. IMBS, F. BART & A. BART, "Le Rwanda : les données socio-géographiques", *Hérodote*, n° 72/73, 1994, pp. 246-269.

<sup>35</sup> Les jumelages des ONG européennes avec les "autorités locales" ont représenté un des leurres dissimulant cet encadrement policier

<sup>36</sup> Le lecteur est prié d'excuser l'horreur de ces évocations. Mais elles sont attestées par de nombreux témoignages précis et fiables. Ces réalités ne sont hélas pas des détails dans la définition de ce qu'a vécu le Rwanda

que l'enterrement dans des charniers est confié aux soins de prisonniers de droit commun. A l'hôpital même, des gendarmes viennent expliquer que, d'après la radio, "tous les Tutsi doivent être exterminés, pour achever et venger des siècles de domination". Les 22 et 25 avril effectivement, des miliciens viennent tuer à coups de gourdin un tiers du personnel et plusieurs dizaines de blessés et découper à la machette la famille d'un médecin tutsi. L'épuration se prolongea durant trois semaines : des fuyards sont interceptés à la barrière sud de la ville, gérée par un riche commerçant, et sont abattus après avoir dû creuser leur tombe. A la mi-mai les fonctionnaires sont invités à aller à leur bureau comme si de rien n'était pour toucher la paie du gouvernement intérimaire. Tout était normal. L'ordre régnait à Kibuye. Quand les militaires français de l'opération Turquoise arriveront dans cette région, à la fin de juin, ils seront d'abord étonnés du calme qui y régnait et de l'amabilité de l'accueil, avant de retrouver des rescapés, véritables loques humaines qui avaient passé des semaines cachés dans des trous.

" Par ailleurs tout cela fut accompagné d'une tentative pour organiser la "normalité" : l'école primaire fut rouverte (même si c'était avec beaucoup moins de maîtres et d'élèves). Tous les fonctionnaires durent revenir au travail et s'asseoir sans rien faire dans leurs bureaux. Les chefs de service durent transmettre à la préfecture des listes de leurs collaborateurs "en activité", afin de pouvoir préparer le paiement des traitements avec les ministres compétents. Les banques locales furent réouvertes et assurèrent des transactions limitées (encaissements et versements sur les comptes d'épargne).

Au préalable le Premier ministre et aussi, une semaine plus tard, le lundi 16 mai, le président du gouvernement de transition, sont venus à Kibuye pour faire l'éloge de la "défense de la sécurité" exemplaire dans cette préfecture et pour en encourager la poursuite. Bien entendu, les ennemis ne seraient pas les voisins "tutsi", mais tous les complices de l'armée des rebelles...

Il faut souligner qu'il s'agit essentiellement d'une stratégie des élites, comme l'a montré l'enquête récente dirigée par Alison des Forges<sup>37</sup> : elle a mis à jour dans des papiers d'intellectuels de Butare une théorie de la propagande par "l'accusation en miroir", consistant à imputer d'avance à "l'ennemi" ce qu'on prépare soi-même. Ce modèle de la provocation avait déjà fonctionné dès la révolution de 1959 (passage de la monarchie tutsi à la république hutu), à une époque où les leaders hutu se méfiaient du suffrage universel ("les Bahutu sont mal préparés", notait le leader Munyangaju en janvier 1959), pour justifier le recours à la violence. Le politologue René Lemarchand résumait en 1995 "la rationalité du génocide" en ces termes<sup>38</sup> : "Le massacre gratuit de civils Tutsi devint le moyen le plus rapide et le plus "rationnel" de détruire toute base de compromis avec le FPR : la réaffirmation des solidarités hutu transcenderait vite les différences régionales et rendrait effectivement impensable que les Hutu et les Tutsi s'entendent sur quoi que ce soit". Des documents découverts à Butare montrent que cette méthode a été théorisée en se référant à un ouvrage de Roger Mucchielli (*Psychologie de la publicité et de la propagande*, publié à Paris en 1970). L'objectif avoué était de manipuler l'opinion tant intérieure qu'internationale par des insinuations, des exagérations et des montages tendant à diaboliser au maximum l'adversaire. Plus précisément la méthode recommandée était celle de "l'accusation en miroir" consistant à prêter à "l'ennemi" ce que l'on prépare soi-même. On comprend l'accusation lancinante portée contre les Tutsi censés préparer un génocide des Hutu !

Cette logique "politique", que l'on retrouve dans toutes les guerres civiles, rappelle la différence entre les victimes et les cibles. Pour atteindre un adversaire bien précis, on s'en prend en

<sup>37</sup> Africa Watch et FIDH, *Aucun témoin ne doit survivre*, Paris, 1999, pp. 81-103.

<sup>38</sup> R. LEMARCHAND, "Rwanda : the rationality of genocide", *Issue*, 1995, 2, pp. 8-11. L'organisation *Amnesty international* a adhéré aussi à ce type d'analyse selon sa logique de dénonciation prioritaire des pouvoirs et non des idéologies.

fait à des innocents, dont la mort peut faire souffrir ou impressionner cet adversaire<sup>39</sup>. C'est aussi le principe du terrorisme dit aveugle.

Cette interprétation laisse néanmoins en suspens certaines interrogations sur les formes de la tuerie. Pourquoi des familles entières jusqu'aux bébés ? Des gens sélectionnés selon leur "sang" indépendamment de leur influence ? Pourquoi la cruauté ? Pourquoi une telle participation populaire à la chasse aux boucs émissaires ? Pourquoi un tel enracinement de la haine dans les esprits et les coeurs au point de passer à l'acte ?

### **La négation par équilibrisme**

La bonne conscience s'est apparemment installée surtout sur la base du schéma des massacres somme nulle, du renvoi à chaque « camp » de ses propres crimes, en laissant de côté la référence à la notion de génocide au point de la diluer et finalement de la nier<sup>40</sup>. Dans le bulletin *Traits d'union. Rwanda*, Dominique Evrard, plutôt proche des réfugiés hutu du Zaïre, reconnaît en juillet 1995 que contrairement à "l'acceptation de la vérité historique par les Allemands" après Nuremberg, de nombreux Hutu se crispent sur un "réflexe d'autodéfense... qui consiste à nier la réalité et la spécificité abominable du génocide des Tutsi ou à le mettre en balance avec un autre génocide dont ils seraient victimes depuis 1990".

Il s'y ajoute les cautions extérieures et notamment celle de milieux chrétiens, exploitée de façon caricaturale par les extrémistes : Valérie Bemeriki sur la RTL le 20 mai 1994 :

"La Vierge a dit récemment : "Malheur à celui qui décrochera la baratte... Cette baratte portera le malheur sur bon nombre de gens... Mais elle rassure les Rwandais et nos forces armées devraient s'en réjouir, car elle dit qu'elles combattront, mais qu'en vérité nous aurons la victoire.. Chaque fois que nous nous lèverons, Dieu sera toujours avec nous, Jésus est derrière nous, nous gagnerons la guerre."

La guerre civile présente depuis 1990 est propice à la mise en branle de la peur et de la victimisation. La haine va de soi. La logique de la "guerre" est imputée a priori aux victimes. Dans ce conflit, il n'y a pas de victime neutre, justifiant ainsi le mépris des organismes caritatifs : ambulances et hôpitaux sont régulièrement visés. Sans parler de l'hostilité à "la justice".

La conspiration politico-militaire qui dès le soir du 6 avril entreprend de contrôler le pays<sup>41</sup> a permis de coordonner les choses sur le terrain, mais, dans ce processus, la mise en condition des esprits qui a précédé et accompagné le génocide était également indispensable pour forger la bonne conscience des milliers de gens transformés en tueurs de leurs voisins et accessoirement pour légitimer ce qui se passait aux yeux de l'étranger. Il s'agit d'une barbarie moderne forgée par des gens apparemment très "corrects" qui se cachent derrière une "sauvagerie" populaire supposée.

Cette « logique de guerre » est au cœur des manifestations les plus récentes de négationnisme. Partant du débat sur les responsabilités dans l'attentat du 6 avril 1994 et considérant comme acquise la culpabilité du FPR, ce dernier est décrit comme responsable à la fois des massacres liées aux représailles de 1994 et des années suivantes, mais aussi du génocide des Tutsi lui-même. Celui-ci ne serait qu'un moment dans une vague de tueries réciproques. La discussion est assurément ouverte sur la ligne et les pratiques du FPR, à condition de ne pas reconstruire le passé en fonction du présent selon le goût bien connu de l'anachronisme dans les propagandes (la

---

<sup>39</sup> Cf. P. GUENIFFEY, *La politique de la terreur. Essai sur la violence révolutionnaire*, Paris, 2000

<sup>40</sup> Par exemple Bernard DEBRE, *Le retour du mwami*, déjà cité.

<sup>41</sup> Voir Alison DES FORGES, *Kein Zeuge darf überleben. Genozid in Ruanda*, trad., Hamburg, 2002.

politique de Sharon éclairerait la responsabilité durable des Juifs dans leurs malheurs passé, CQFD) et à condition de ne pas oublier la spécificité d'un génocide par rapport à d'autres massacres<sup>42</sup>.

Mais ce qui est frappant dans littérature négationniste, c'est sa manière de passer par-dessus le moment du génocide, ce dernier n'étant envisagé que comme une péripétie suffisamment étudiée et connue, trop connue même. Il n'en restera donc que quelques pages, quelques phrases pieuses dans le meilleur des cas, plus généralement des considérations sur une équation entre morts hutu et morts tutsi et une invitation à la réconciliation sans autre procès et, dans les cas les plus extrêmes, la mise en exergue des responsabilités prioritaires des Tutsi dans leur propre mort. Une dernière remarque s'impose à ce niveau : le discours de l'équilibrisme et du compte des morts à somme nulle s'articule sur une globalisation ethniste confortable. La dénonciation du génocide des Tutsi est insidieusement assimilée à une dénonciation de tous les Hutu, alors que précisément la nature même du génocide en fait un projet politique et idéologique qui ne relève pas de quelque spontanéité « ethnique ». Si tous les Tutsi ont été effectivement ciblés, le plan de leur extermination n'a pas été le fait de tous les Hutu, loin de là puisque beaucoup d'entre ces derniers sont morts pour ne pas y avoir adhéré. C'est cette réalité là qui gêne au plus profond les négationnistes ou les nostalgiques d'un génocide à leurs yeux inachevé. En globalisant, ils s'offrent le luxe de faire la leçon aux fantômes antihutu qu'ils se créent pour les besoins de la cause. Ce processus a hélas été souvent observable dans des médias français, soucieux de ne pas mettre en cause la politique de leur pays sous la présidence de Mitterrand, et donc tentés par le schéma réducteur du « peuple hutu » face à la « minorité tutsi » comme étant l'alpha et l'oméga naturel de la démocratie au Rwanda et comme véritable enjeu de « la guerre » où la France est intervenue de 1990 à 1994. Ainsi l'aveuglement de Paris sur la dérive raciste d'un régime est éludée. Mais nous retrouvons ce tic (à savoir : vous identifiez tel responsable du génocide, donc vous êtes antihutu...) chez tous les négationnistes, dans la mesure où cette globalisation ethnique est au coeur de l'opération de déni/justification qui caractérise leurs thèses jusque dans les prétoires où certains responsables rwandais sont jugés. Très concrètement, « leur » ethnique est un trop utile bouclier humain pour les responsables présumés du génocide.

Le schéma des ouvrages négationnistes publiés en Europe et en Amérique du nord depuis le lendemain du génocide jusque dans les années 2000 est toujours le même<sup>43</sup> :

- 1) Apitoiement sur les victimes de cette cruelle tragédie
- 2) Rappel que des Hutu y ont péri autant que des Tutsi
- 3) Considérations sur le fait que le nombre des victimes n'est pas bien attesté
- 4) Suggestions ou « révélations » conduisant à penser que les Tutsi (ou des Tutsi) sont les responsables essentiels de leur propre génocide, et même que les principaux organisateurs ou inspireurs des tueries étaient leurs agents.
- 5) Interprétation selon l'esprit d'une histoire-complot : les responsables cachés du génocide seraient les Anglo-saxons (Américains et Britanniques) qui auraient laissé se perpétrer les massacres pour favoriser l'arrivée au pouvoir de leurs amis anglophones du FPR et qui manipuleraient en ce sens toutes les organisations internationales.
- 6) Conclusion révisionniste : il serait temps de « dire la vérité » sur ce qui s'est passé réellement au Rwanda en 1994 et sur les « secrets » (ou les « mystères », ou les « dessous ») du génocide, sans perdre son temps sur le détail des massacres.
- 7) Remarque annexe pour disqualifier d'avance toute critique : les chercheurs qui se sont employés à identifier, analyser et expliquer l'extermination organisée de plusieurs

---

<sup>42</sup> Voir Jacques SEMELIN, « Du massacre au processus génocidaire », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 174, 2002, pp. 483-492.

<sup>43</sup> Il est aussi possible à loisir de trouver ce genre de développements sur les nombreux sites internet qui, sous des signatures variées et parfois opaques (comme si leurs « vérités » avaient besoin d'éditeurs-écrans), s'évertuent à dénier et/ou à justifier ce qui s'est passé en 1994.

centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants en une centaine de jours ne sont (quelles que soient leur connaissance et leur expérience de cette région d'Afrique et quel que soit le travail fourni) que des alliés stipendiés du pouvoir actuel de Kigali.

Les expériences des génocides des Juifs et des Arméniens montrent hélas que la réalité d'un génocide est durablement défiée par le négationnisme, puisque celui-ci est inscrit au cœur même du projet génocidaire autojustifié, comme nous l'avons rappelé.

Jean-Pierre CHRETIEN  
Historien. Directeur de recherche au CNRS

## BIBLIOGRAPHIE

- African Rights (Rakiya OMAR et al.), *Rwanda : death, despair and defiance*, Londres, African Rights (11 Marshalsea road, SE1 1EP), rééd. 1995, 1201p.
- AMSELLE J.L. & M'BOKOLO Elikia (éds.), *Au coeur de l'ethnie*, Paris, La Découverte, 1985, 227p., rééd. 1999.
- Assemblée nationale, *Rapport de la Mission parlementaire d'information sur le Rwanda*, Paris, 1998, 4 vol.
- Association rwandaise pour la défense des Droits de la personne et des libertés publiques, ADL, *Rapport sur les droits de l'homme au Rwanda, sept. 1991-sept. 1992*, Kigali, déc. 1992, 353p.
- BERTRAND Jordane, *Le Mouvement démocratique républicain (MDR) pendant la période du "deuxième multipartisme" au Rwanda, de 1990 à 1994*, Karthala, Paris, 1998, 279p.
- BEZY Fernand, *Rwanda. Bilan socio-économique d'un régime. 1962-1989*, Louvain-la-Neuve, Institut d'études des pays en développement, Etudes et documents, 1990, 58p.
- BRAECKMAN Colette, *Rwanda. Histoire d'un génocide*, Paris, Fayard, 1994, 343p.
- BRAUMAN Rony, *Devant le mal. Rwanda. Un génocide en direct*, Paris, Arléa, 1994, 92p.
- BÜHRER Moichel, *Rwanda. Mémoires d'un génocide*, Paris, Cherche midi - Unesco, 1996, 93p.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre, *Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi, 1990-1997*, Paris, Karthala, 1997, 400p.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre, "Ethnicité et politique : les crises du Rwanda et du Burundi depuis l'indépendance", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 181, 1996, pp. 111-124.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, 2000, rééd. 2003, 411p. (trad. *The Great Lakes of Africa. 2000 years of history*, New York, Zone books, 2003, 503p.).
- CHRÉTIEN Jean-Pierre, avec DUPAQUIER Jean-François, KABANDA Marcel, NGARAMBE Joseph, *Rwanda. Les médias du génocide*, Paris, Karthala, 1995, 308p., rééd. 2002.
- CHRÉTIEN J.-P., "Rwanda. Kann der Reinheitswahn überwunden werden ?", in P. MEYNS (hrsgb.), *Staat und Gesellschaft in Afrika*, Hamburg, Lit Verlag, 1995, pp. 425-435.
- DESTEXHE Alain, *Rwanda. Essai sur le génocide*, Bruxelles, Complexe, 1994, 119p.
- DUPAQUIER Jean-François, *La justice internationale face au drame rwandais*, Paris, Karthala, 1996, 227p.
- Evaluation de l'aide d'urgence au Rwanda, *La réponse internationale au conflit et au génocide : enseignements à tirer de l'expérience du Rwanda*, Copenhague, 1996, 5 vol.
- FRANCHE Dominique, *Rwanda. Généalogie d'un génocide*, Paris, éd. Mille et une nuits, 1997, 96p.
- GOUREVITCH Philip, *Nous avons le plaisir de vous informer que demain nous serons tués avec nos familles*, Paris, Denoël, 1999, 401p.
- GOUTEUX Jean,-Paul, *Un génocide secret d'Etat. La France et le Rwanda, 1990-1997*, Paris, Ed. sociales, 1998, 255p.
- GOUTEUX Jean,-Paul, *La nuit rwandaise. L'implication française dans le dernier génocide du siècle*, Paris, L'esprit frappeur, 2002, 531p.
- GUICHAOUA André (dir.), *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Lille, USTL (diff. Karthala), 1995, 790p.
- Human rights watch et FIDH (éds.), *Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda*, Paris, Karthala, 1999, 928p. (trad. DES FORGES, Alison, *Kein Zeuge darf überleben. Genozid in Ruanda*, Hamburg, 2002).
- IMBS François, BART François, "Le Rwanda : les données socio-géographiques", *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n° 72/73, Paris, janv.-juin 1994, pp.246-269.
- LEMARCHAND René, *Rwanda and Burundi*, New York, Praeger, 1970, 561p.
- LINDEN Ian, *Church and revolution in Rwanda*, Manchester Un. press, 1977, 304p., trad. française,
- MAC CULLUM Hugh, *The angels have left the hills*, Genève, World council of churches, 1994, 145p., trad. française *Dieu était-il au Rwanda ? La faillite des Eglises*, Paris, L'Harmattan, 1996, 175p.
- MALAGARDIS Maria, *Rwanda, le jour d'après. Récits et témoignages au lendemain du génocide*, Paris, Somogy, 1995, 94p.



- MISSER François, *Vers un nouveau Rwanda ? Entretiens avec Paul Kagame*, Bruxelles-Paris, L. Pire-Karthala, 1995, 168p.
- MUKAGASANA Yolande, *La mort ne veut pas de moi*, Paris, Fixot, 1997, 268p.
- MUKAGASANA Yolande, *Les blessures du silence. Témoignages du génocide du Rwanda*, Arles, Actes-sud, 2001, 159p.
- NKUNZUMWAMI Emmanuel, *La tragédie rwandaise. Historique et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 1996, 477p.
- PRUNIER Gérard, *The Rwanda crisis. History of a genocide*, Londres, Hurst, 1995, 389p. ; trad. fr. : *Rwanda, 1959-1996*, Paris, Dagorno, 1997, 514p.
- REYNTJENS Filip, *L'Afrique des grands lacs en crise. Rwanda, Burundi : 1988-1994*, Paris, Karthala, juin 1994, 326p.
- REYNTJENS Filip, *Rwanda. Trois jours qui ont fait basculer l'histoire*, Bruxelles-Paris, Cedaf-Harmattan, 1995, 151p.
- SAUR Léon, *Influences parallèles. L'Internationale démocrate chrétienne au Rwanda*, Bruxelles, Luc Pire, 1998, 222p.
- SEHENE Benjamin, *Le piège ethnique*, Paris, Dagorno, 1999, 222p.
- Sénat de Belgique, *Rapport de la Commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda*, Bruxelles, 1997, 735p. + annexes
- STASSEN, *Deogratias*, Fleurus, Dupuis, 2000, 80p.
- TERNON Yves, *L'Etat criminel. Les génocides au XXe siècle*, Paris, Le Seuil, 449p.
- US Committe for refugees (Cath. WATSON), *Exile from Rwanda : background to an invasion*, Washington, fév. 1991, 20p.
- UVIN Peter, *L'aide complice. Coopération internationale et violence au Rwanda*, Paris, L'Harmattan, 1999, 289p.
- VAITER Marc, *Je n'ai pas pu les sauver tous. Témoignage*, Paris, Plon, 1995, 231p.
- VERDIER Raymond, DECAUX Emmanuel, CHRETIEN J.P. (éds.), *Rwanda. Un génocide du XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 1995, 262p. \*
- VERSCHAVE François-Xavier, *Complicité de génocide ? la politique de la France au Rwanda*, Paris, La Découverte, octobre 1994, 178p.
- VIDAL Claudine et LE PAPE Marc (éds.), "Les politiques de la haine. Rwanda, Burundi, 1994-1995", N° spécial des *Temps modernes*, juillet-août 1995, 315p.
- VIDAL Claudine, *Sociologie des passions. Rwanda, Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1991, 181p.
- WILLAME Jean-Claude, *Aux sources de l'hécatombe rwandaise*, Bruxelles, Cedaf, 1995, 174p.
- WILLAME Jean-Claude, *Les Belges au Rwanda. Le parcours de la honte. Commission Rwanda : quels enseignements ?*, Bruxelles, Complexe, 1997, 207p.